

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 14 au 18 septembre 2026

Fait marquant

Le gouvernement nationalise les aciéries de Specialty Steel UK

Le gouvernement a [annoncé](#) le 17 septembre qu'il devrait faire l'acquisition de Specialty Steel UK, troisième sidérurgiste du pays.

Specialty Steel UK emploie 1300 personnes sur 4 sites (Rotherham, Stocksbridge, Brinsworth, Wednesbury), et produit des aciers spécialisés utilisés dans les secteurs de l'automobile, l'aéronautique et la défense, y compris grâce à des fours à arc électrique.

L'entreprise, qui faisait partie du groupe GFG Alliance appartenant à Sanjeev Gupta, a été placée en **liquidation judiciaire** en août 2025, à l'issue des difficultés financières du groupe après la faillite de son principal bailleur Greensill Capital en 2021 – qui a donné lieu à une enquête du Serious Fraud Office. La production de Specialty Steel est aujourd'hui arrêtée, et ses employés ont été placés au chômage technique. Le coût mensuel pour le gouvernement du statut actuel, qui comprend également les frais de restructuration, est estimé à 3,5M£.

Le gouvernement avait entamé en avril 2026 des négociations exclusives avec la start-up norvégienne Blastr. Il a cependant finalement annoncé qu'il ne pourrait soutenir la proposition de rachat du groupe.

L'avenir du site demeure incertain : le ministre des entreprises, de l'innovation, de la science et du commerce, Jonathan Reynolds, a indiqué que cette décision d'acquisition publique permettra de « garder ouvertes plusieurs options », de protéger les emplois et de

gagner le temps nécessaire pour évaluer la meilleure solution à long terme.

Cette annonce s'inscrit dans un contexte plus large de soutien à la sidérurgie britannique, après la nationalisation de British Steel en juillet 2026.

Energie-climat

Andy Burnham annonce 30 M£ pour financer des projets énergétiques portés par les communautés locales

Le gouvernement a [annoncé](#) le lancement du programme *People's Power projects*, doté à ce stade de 30 M£. Il vise à soutenir le développement de capacités de production énergétique « propres » via des projets portés par les conseils municipaux ou autres communautés locales, qui en détiendront *a minima* une part.

Ce lancement constitue la première étape d'un plan d'investissement d'un milliard de livre porté par Great British Energy et annoncé en février, qui devrait à terme permettre de financer 1000 projets locaux.

La Chambre des Lords lance une enquête sur le « Dunkelflaute » et les risques liés à l'intermittence

La commission de l'environnement et du changement climatique de la Chambre des Lords a [lancé](#) cette semaine une enquête sur les phénomènes de grisaille anticyclonique entraînant des périodes de faible production solaire et éolienne, et les risques associés pour la sécurité énergétique, le coût de l'énergie et l'atteinte des objectifs climatiques.

Ouverte jusqu'au 12 octobre, l'enquête devrait permettre de recueillir des contributions portant sur la capacité des infrastructures à faire face à ces événements, les solutions technologiques et les coopérations pouvant être mises en œuvre, ainsi que les aspects liés au marché et aux politiques publiques.

Environnement

Le responsables politiques locaux pourraient superviser les entreprises du secteur de l'eau

Elément majeur des premières annonces du premier ministre Andy Burnham, le principe de la reprise de « contrôle public » sur les entreprises de service public (eau, énergie, ...) n'avait pas encore fait l'objet d'annonces détaillées.

Dans le secteur de l'eau, selon des orientations non officialisées par une annonce à ce stade, le gouvernement [pourrait](#) s'orienter vers la création de neuf entités régionales dotées de pouvoirs de supervision sur les objectifs et les dépenses des entreprises et en mesure de demander des comptes à leurs dirigeants en matière de prix pour les consommateurs ou de rejets d'eaux usées. Ces entités seraient composées de maires, responsables politiques locaux, experts et de représentants des secteurs associés.

Des parlementaires appellent le gouvernement à rejeter le plan de sauvetage de Thames Water

Un rapport de la commission de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales de la Chambre des Communes [appelle](#) le gouvernement à rejeter la proposition de reprise de Thames Water par ses créanciers, et à considérer le placement sous contrôle de l'Etat de l'entreprise.

En difficulté depuis plusieurs années, porteuse d'une dette de 20 Mds£ et ayant dû s'acquitter d'amendes record (122 M£ en 2025), l'entreprise aux 16 millions de clients négociait avec ses créanciers.

Les parlementaires appellent à rejeter le plan porté par un consortium d'une centaine d'entre eux, qu'ils considèrent comme ne soutenant pas les intérêts du public, de l'entreprise et de l'environnement. Ils appellent le gouvernement à déclencher le régime d'administration spéciale actuel (les critères n'étant toutefois pas remplis [selon](#) la ministre Angela Eagle) ou à légiférer.

Industrie

Isembard construit une usine à proximité du centre de Londres

La start-up Isembard a annoncé l'ouverture d'une usine à proximité du centre-ville de Londres, une première depuis la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de dynamisme des investissements dans la défense et l'intelligence artificielle. Le site, qui accueillera également le siège social de l'entreprise, s'établira sur une ancienne fourrière à environ un kilomètre et demi de Tower Bridge.

Selon le directeur général d'Isembard Alexander Fitzgerald, le site produira à l'aide de l'IA des composants destinés à des drones, fusées, robots, sous-marins et moteurs d'avion. L'usine emploie actuellement 35 personnes, un effectif qui devrait atteindre 200 d'ici la fin de l'année prochaine. A. Fitzgerald a expliqué avoir choisi Londres pour sa capacité à recruter des techniciens spécialisés en intelligence artificielle et en robotique.

Le gouvernement et l'industrie de défense cherchent à valoriser des zones industrielles désaffectées afin de renforcer leurs capacités de production: le ministère de la Défense a ainsi ouvert cet été un centre d'essais de drones à Swindon, sur un site ayant autrefois produit des Spitfire puis accueilli une usine Honda, fermée il y a cinq ans.

Nissan annonce un investissement de 170 M£ pour produire un nouveau SUV hybride dans son usine de Sunderland

Le 16 septembre, Nissan a annoncé un investissement de 170 M£ dans son usine de Sunderland au Royaume-Uni afin d'y produire le Kicks e-Power, un SUV hybride compact destiné au marché européen. Cette décision marque un tournant pour le site, après des mois d'incertitude liés à l'abandon du projet de Qashqai électrique et à des rumeurs de location d'une chaîne de production au constructeur chinois Chery et alors que le site ne produit qu'à 50 % de sa capacité.

Le Kicks e-Power rejoindra les modèles déjà produits à Sunderland : le Qashqai, le Juke et la Leaf électrique. La production est prévue pour 2027, le temps d'adapter les lignes et de former les équipes.

Cet investissement a été salué par le gouvernement britannique comme un « vote de confiance » dans l'industrie automobile du pays. Il permet de sécuriser les 6000 emplois sur site, tout en renforçant la position de Sunderland comme l'une des plus grandes usines automobiles du Royaume-Uni. Nissan continue par ailleurs les discussions avec les autorités britanniques pour un éventuel soutien financier, en échange d'un engagement à long terme.

Transports

Le Climate Change Committee souligne l'incompatibilité du projet de troisième piste à Heathrow avec les engagements climatiques du R-U

Le Climate Change Committee (CCC), organe consultatif indépendant chargé de conseiller le gouvernement britannique, a averti que l'agrandissement de l'aéroport de Heathrow était incompatible avec les objectifs climatiques contraignants du Royaume-Uni (neutralité carbone en 2050).

Selon un [rapport](#) publié mercredi, la construction d'une troisième piste dans le plus grand aéroport du pays conduirait à l'émission d'environ 4,5 mégatonnes de CO₂ par an d'ici 2054, soit l'équivalent des émissions actuelles de Birmingham, deuxième ville du pays, même en tenant compte de l'adoption attendue de carburants plus propres et d'avions plus récents. Le comité conclut qu'il n'existe "aucune trajectoire crédible" permettant cet agrandissement dans le cadre des engagements climatiques actuels du Royaume-Uni.

Heathrow représente déjà la moitié des émissions du secteur aérien britannique, en partie du fait de sa concentration de vols long-courriers. En cas d'extension, l'aéroport produirait à lui seul, d'ici 2050, plus de carbone que le secteur agricole ou de production d'électricité. Même sans troisième piste, les émissions de l'aviation britannique devraient passer de 37 mégatonnes de CO₂ par an en 2025 à 39 mégatonnes en 2050.

Le CCC estime que les compagnies aériennes devraient davantage prendre en charge le coût de la réduction des émissions du secteur, alors que la moitié des résidents britanniques ne prennent jamais l'avion. Selon les prévisions du CCC, les coûts liés à la réduction des émissions ajouteraient environ 150 livres au prix d'un vol vers Alicante et environ 400 livres pour un billet vers New York.

En réaction au rapport, Heathrow a réaffirmé que son extension ne devait pas être un choix entre croissance économique et neutralité carbone, mais devait permettre les deux. Le projet d'extension à 33 Md£ porté par l'aéroport et soutenu par le gouvernement comme moteur de croissance économique, est actuellement examiné par la commission des Transports de la Chambre des communes.

L'ancienne chancelière Rachel Reeves avait relancé ce projet, avec comme objectif le début des travaux en 2029 et une ouverture de la nouvelle piste en 2035, un calendrier accueilli avec scepticisme par le secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Industrie, Transports), Lilian Tretout (Energie, Climat, Environnement), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr